1
(N° 86.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 FÉVRIER 1839.

RAPPORT

FAIT PAR

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

ET DE L'INTÉRIEUR.

MESSIEURS,

Mon rapport du 1^{er} février vous a exposé la marche et les actes des négociations ouvertes à Londres, sur la question hollando-belge. Les espérances que l'on pouvait conserver dans le succès de nouveaux efforts pour obtenir d'autres résultats sur la question des territoires étaient faibles sans doute; toutefois, elles n'étaient point dénuées de quelque fondement, alors qu'on ignorait si le cabinet de La Haye donnerait son adhésion pure et simple aux propositions du 23 janvier. Le gouvernement crut donc devoir soumettre à la conférence une dernière proposition.

Le 1^{er} février, notre ministre à Londres fut chargé de remettre une note à cette haute assemblée; cette note fut présentée le 4. (*Annexe A.*) Le même jour, le plénipotentiaire néerlandais fit connaître que son souverain adhéraux propositions du 23 janvier. (*Annexe B.*)

La conférence informa de ce fait notre plénipotentiaire, en se référant à la

teneur de la communication qu'elle lui avait adressée le 23 janvier.
(*Annexe C.*)

Par une autre note, les plénipotentiaires des puissances déclarèrent que l'adhésion du cabinet de La Haye les avait mis dans le cas de regarder la négociation comme étant parvenue à sa conclusion à l'égard du roi des Pays-Bas; qu'ils ne sauraient, en conséquence, rentrer en discussion sur aucune proposition nouvelle, et qu'ils ne pouvaient, en aucun cas, considérer comme admissible, d'après les vues de leurs cours, le projet d'arrangement produit par le gouvernement belge. Ils exprimaient en même temps l'espoir que ce gouvernement, convaincu des principes de justice et d'équité sur lesquels reposent les projets de traité qui lui ont été transmis, convaincu également de l'urgence d'une prompte conclusion de l'arrangement définitif entre la Belgique et le royaume des Pays-Bas, donnerait son assentiment auxdites propositions. (*Annexe D.*)

Le gouvernement du Roi a cru devoir, en outre, s'assurer des chances, qui pourraient exister, d'obtenir des modifications aux dispositions concernant les intérêts matériels. Il a reçu à cet égard la communication suivante :

A M. le chevalier G. H. Seymour.

Foreign-Office, 8 février 1839.

MONSIEUR,

En réponse à votre dépêche n° 23 du 6 courant, par laquelle vous rendez compte de ce qui s'est passé dans les entrevues que vous avez eues avec les ministres belges, le 5 et le 6 de ce mois, je dois vous charger de déclarer au gouvernement belge qu'à présent il est tout-à-fait impossible de faire aucun changement aux stipulations qui ont été proposées aux deux parties, et que l'une d'elles a déjà acceptées. Le gouvernement belge doit comprendre sa position : il est lié par le traité de 1831, et les cinq puissances ont le droit d'exiger de la Belgique l'accomplissement littéral et complet des engagements que la Belgique a contractés par ce traité. Une négociation a cependant continué pendant les dix derniers mois, dans le but de modifier en faveur de la Belgique quelques-uns des articles de ce traité, et le nouveau projet de traité qui a été proposé par la conférence aux deux parties contient beaucoup de modifications d'une nature très-importante.

Le gouvernement hollandais a déjà consenti à ce projet, quoique avec répugnance; mais aucune concession ultérieure d'aucune sorte ne pourrait maintenant être proposée par la conférence au gouvernement hollandais, ou ne serait consentie de la part de ce gouvernement.

Les Belges ont donc à choisir maintenant entre le traité de 1831, auquel ils sont actuellement liés, et le traité modifié qui a été proposé à leur acceptation; et comme le traité modifié est de beaucoup plus avantageux à la Belgique que celui de 1831, le gouvernement de S. M. ne peut douter de la décision du gouvernement de la Belgique.

Par rapport aux points particuliers signalés par le ministre belge, je dois vous charger de faire observer que le droit actuellement proposé sur l'Escaut est beaucoup plus bas que celui stipulé par le traité de 1831, et est en réalité le montant précis du droit qui a été proposé et réclamé par les Belges eux-mêmes dans les négociations de 1833, et que, à cette époque, les marchands d'Anvers déclaraient être satisfaisant pour eux; et, quant à l'opinion du ministre belge, que, si la question territoriale était arrangée par la retraite des Belges des districts qui ne leur appartiennent pas, les cinq puissances ne seraient pas à même d'employer la coercition pour amener la Belgique à payer la dette à la Hollande, vous l'assurerez que si le gouvernement belge agissait dans une pareille supposition, il se trouverait sérieusement abusé.

Vous communiquerez à M. de Theux copie officielle de cette dépêche.

(Signé) PALMERSTON.

Les plénipotentiaires réunis en conférence adressèrent, sous la date du 1^{er} février, une note aux ministres de Belgique et de Hollande, dans laquelle ils signalent le danger du rapprochement des troupes des deux pays vers l'extrême frontière. Ils témoignent la confiance que ces ministres leur feront connaître les ordres que leurs gouvernements respectifs auront donnés pour faire retirer les troupes, de manière qu'il n'y ait plus lieu à l'appréhension d'une rencontre ou au soupçon d'un dessein hostile.

M. Van de Weyer fut chargé de déclarer que le mouvement des troupes belges vers la frontière du nord avait été un résultat naturel et inévitable des mouvements de l'armée hollandaise.

Cette note de la conférence semble être la conséquence de la résolution par laquelle elle s'est réservé d'aviser elle-même aux moyens de donner suite aux titres que l'une ou l'autre des parties aurait acquis par son adhésion aux propositions du 23 janvier.

En présence de ces faits, le gouvernement a acquis la conviction qu'il ne peut, sans compromettre les intérêts les plus essentiels du pays, se dispenser de demander aux chambres l'autorisation de souscrire aux propositions du 23 janvier dans lesquelles sont reproduites les clauses du traité du 15 novembre relatives à la délimitation territoriale.

Le gouvernement déplore vivement que ses efforts, sur ce point capital de la négociation, soient restés sans succès. Si quelque considération peut adoucir l'amertume de ses regrets, c'est la certitude qu'il a de n'avoir négligé aucun moyen pour le triomphe d'une cause, dans laquelle on lui opposait les titres écrits de la diète germanique et les stipulations imposées à la Belgique en novembre 1831 et où il invoquait, de son côté, la longue suspension d'exécution de ces stipulations et cette ancienne communauté d'existence et d'intérêts qu'avait cimentée un même régime politique et administratif; c'est la conviction que les ressources du pays, quelque grands que soient le patriotisme de ses habitans et le dévouement de son armée, seraient sacrifiées, désormais, sans aucune utilité, ou ne pourraient être mises en usage qu'au risque de compromettre notre nationalité elle-même.

Avant de s'arrêter à la proposition qu'il vous soumet, le gouvernement a mûrement examiné la situation de la Belgique à l'extérieur et à l'intérieur. Toute tentative nouvelle de négociation étant inutile, il ne lui resterait qu'à se mettre en opposition ouverte avec les cinq grandes puissances, qui viennent de se lier de nouveau par des actes formels. Le retour au *statu quo* possible et, en quelque sorte, désarmé, est devenu impossible. Les armemens préparés en Hollande et en Allemagne exigent, non seulement le maintien des nôtres, mais ils nous imposeraient bientôt de nouveaux développemens de forces. De là résulteraient, d'une part, la progression des dépenses publiques, et, d'autre part, l'extension rapide de la crise financière et industrielle, qui a commencé à se manifester au mois de décembre dernier, et dont les effets se font déjà sentir d'une manière si fâcheuse. Sans doute, s'il nous était donné d'assigner un terme prochain à un état de choses si nuisible à la prospérité de la Belgique et à ses finances, le gouvernement pourrait compter sur le patriotisme de la nation. Mais, en position d'apprécier avec certitude la situation du pays vis-à-vis de l'étranger, il est obligé de l'éclairer et de lui apprendre que toute espérance dans une modification de la politique des grandes puissances serait chimérique. La diète germanique n'abandonnera

point ses prétentions fondées sur les actes du congrès de Vienne. Nous avons même des raisons de croire que, assurée de l'adhésion de la conférence, elle prêterait main forte aux réclamations que le roi grand-duc pourrait lui adresser, à l'effet d'être rétabli dans l'exercice des droits qui ont été reconnus à son profit.

D'après nos informations, des mesures sont déjà concertées en ce sens. Cela étant, la résistance que les troupes belges seraient dans le cas d'opposer aux troupes de la confédération n'aurait de chance d'être efficace qu'à la condition qu'on imprimât à la guerre un caractère irrégulier ; et cette résistance deviendrait peut-être le signal d'une conflagration européenne, si la Belgique venait à être menacée dans son existence.

Vous conviendrez avec nous, Messieurs, que, lorsqu'il s'agit de s'engager dans une voie qui peut conduire à des conséquences aussi graves, on ne peut se dispenser de tenir compte des actes qui règlent les rapports entre nations, en même temps que des grands intérêts sociaux.

Il est profondément douloureux de voir rompre aujourd'hui, dans l'intérêt de la confédération germanique, intérêt de principe plutôt que de fait, une union qui, sauf les droits militaires de cette confédération, avait été maintenue, de la manière la plus complète, nonobstant l'érection du Luxembourg en état fédéral ; mais nous ne pouvons méconnaître que la diète a invoqué ses statuts et les actes du congrès de Vienne, et qu'elle s'y est vue encouragée par l'assentiment formel des cinq grandes puissances, y compris celles qui semblaient avoir le plus d'intérêt à constituer l'état belge dans les limites qu'il réclamait. Il ne nous est pas, non plus, permis de perdre entièrement de vue les engagements contractés en 1831 et reconnus en 1833 quand celles des puissances qui les avaient ratifiés sans réserve et qui nous ont accordé un appui sérieux, soit pour l'exécution partielle du traité, soit pour garantir le *statu quo* aux termes de la convention du 21 mai, acceptée par nous, demandent le maintien de ces engagements, dont la déchéance n'a jamais été proclamée.

Assurément, Messieurs, nous avons eu à faire valoir les considérations les plus puissantes contre l'exécution actuelle de stipulations remontant à une époque déjà loin de nous, contre la rupture des liens naturels qui subsistaient depuis des siècles.

Nous avions de justes motifs de compter qu'à l'aide de ces mêmes puissances, nous pourrions obtenir, moyennant compensation, un arrangement territorial conforme aux règles d'une saine politique, à l'aide duquel on aurait prévenu de légitimes sujets de mécontentement, qui seront aujourd'hui déposés dans le cœur des populations. Mais il n'en a point été ainsi. Tous nos efforts sont venus se briser contre la lettre des actes diplomatiques, à défaut d'un appui suffisant.

Dans ces circonstances, nous ne devons pas nous dissimuler les conséquences d'une guerre générale ou partielle ; elles pourraient devenir d'autant plus désastreuses pour la Belgique que des hostilités de notre part, ne seraient justifiées aux yeux d'aucune des puissances.

Il ne faut pas, messieurs, se faire illusion sur la situation actuelle. Soit que l'on considère le refus d'accepter le traité comme devant amener des hostilités plus ou moins prochaines, soit qu'on le considère comme devant seulement perpétuer nos embarras intérieurs sans nous laisser l'espoir de conserver,

en définitive, les populations du Limbourg et du Luxembourg, il ne peut être douteux qu'une semblable résolution ne serait contraire aux vrais intérêts du pays, et particulièrement à ceux de ces provinces.

Le gouvernement ne peut admettre un projet conçu par quelques-uns de nos concitoyens, dont il ne méconnaît point, du reste, le patriotisme, projet qui tendrait à refuser l'assentiment au traité, et à restreindre la résistance à la défense de Venloo. En nous engageant à suivre ainsi l'exemple donné par les Hollandais en 1832, fait qui peut d'ailleurs être diversement apprécié, on oublie que leur armée n'aurait pu porter secours à la citadelle d'Anvers qu'à la condition de pénétrer sur le territoire de la Belgique, et que, dès-lors, elle pouvait abandonner la garnison à ses propres forces.

Le gouvernement ne manquerait-il point à des devoirs d'humanité en livrant le Limbourg et le Luxembourg à une invasion armée, plutôt que de stipuler les garanties destinées à mettre les personnes et les propriétés à l'abri de toute vexation ?

Serait-il d'ailleurs d'une politique sage de placer celles des grandes puissances qui ont souvent fourni à la Belgique un appui bienveillant, dans la nécessité de consentir à des mesures de coercition, dont l'effet serait de nous constituer, sans utilité quelconque, en état d'hostilité directe vis-à-vis de la diète germanique qui se montre disposée à entrer avec nous en relations d'amitié. Une semblable politique, vous en conviendrez, Messieurs, propre à satisfaire peut-être l'exaspération du moment, serait d'une haute imprévoyance. Elle nous ferait perdre, pour longtemps, les avantages que nous pouvons recueillir de la paix.

Et remarquez-le, Messieurs : la paix qui nous est proposée assurera la reconnaissance formelle de la Belgique de 1830 par tous les états de l'Europe.

Si nous avons été impuissans à maintenir, dans toute son intégrité, l'état de possession de la révolution de 1830, cette impuissance tient, en partie, à ce que les forteresses de Maestricht et de Luxembourg, qui dominent les territoires environnans, n'ont pu être occupées par les troupes belges. La dissolution du royaume uni des Pays-Bas, fondé en 1815 par l'Europe coalisée, est une preuve évidente que les grandes puissances elles-mêmes n'ont pu se soustraire, dans l'intérêt de la paix européenne, à l'impérieuse nécessité d'une transaction.

Observons que la diète croit avoir fait, de son côté, une importante concession, en se condamnant à l'inaction, durant les huit années qui viennent de s'écouler ; et qu'elle paraît d'autant plus empressée de donner suite à ses projets, en saisissant l'occasion que lui offrent les résolutions récentes de la conférence.

Bannissons donc de nos esprits toute idée de déshonneur ; reconnaissons plutôt l'influence en quelque sorte irrésistible du système de paix, système qui tous les jours pousse des racines plus profondes dans les mœurs des nations.

Nous ne nous sommes point dissimulé, MM., qu'en vous exposant les considérations qui précèdent, nous semblons prêter appui aux critiques de la marche adoptée par le gouvernement, lors de l'ouverture de la négociation. Il aurait fallu, dira-t-on, annoncer hautement l'intention de souscrire à la délimitation territoriale déterminée par le traité du 15 novembre 1831. Pour répondre à cette objection, nous retracerons rapidement l'historique des négociations récentes, en l'accompagnant de quelques réflexions.

L'on se rappellera que l'adhésion donnée par le roi des Pays-Bas, le 14 mars, fut l'occasion d'un dissentiment entre les plénipotentiaires réunis en conférence, et d'une demande d'instructions qui n'arrivèrent que dans le courant du mois de juillet. Dans ces circonstances, loin d'aller au-devant de la cession du territoire, le gouvernement a dû chercher à la prévenir. L'on sait qu'en droit public la possession et les faits finissent souvent par exercer une grande influence, par cela seul qu'il est difficile de briser les liens et de froisser les intérêts qui en sont résultés. Le gouvernement pouvait donc espérer que huit années de possession et d'un régime régulier qui offrait toute garantie aux états voisins, venant se joindre au fait ancien, seraient prises en considération, au moment de l'arrangement final. Il pouvait espérer de faire admettre un principe de transaction et de compensation, surtout si, par un défaut momentané de coïncidence de vues entre les grandes puissances et les parties intéressées, le *statu quo* s'était prolongé, ou si quelque événement, tel qu'une crise en Orient, était venu compliquer la politique de l'Europe.

Nous pouvons le proclamer, pour obéir à un sentiment de justice envers des populations qui s'étaient montrées si dévouées et qui avaient pris part aux périls communs en 1830, le gouvernement ne devait ni hâter, ni faciliter leur abandon. Entré en négociation avec la conférence, seulement au mois d'août, le gouvernement ne fut pas mis en demeure de s'expliquer sur cette question principale; la discussion s'établit d'abord exclusivement sur les questions financières. Si plusieurs dispositions du traité ont exigé, de notre part, une négociation de quelques mois, il faut en chercher le motif dans la précipitation avec laquelle elles ont été arrêtées en 1831, sous l'influence d'événemens qui semblaient réclamer une prompt solution. Les négociations de 1838 auront, du moins, ce résultat qu'indépendamment des avantages qu'elles nous ont assurés, elles auront prévenu plusieurs contestations auxquelles le traité du 15 novembre aurait donné lieu.

On nous objectera sans doute les faits qui se sont produits à l'ouverture de la session des chambres, et l'on demandera comment nous pouvons concilier les propositions de paix avec ces faits et avec les développemens donnés à notre état militaire.

Mais, à cette époque, Messieurs, il ne nous avait encore été adressé que des propositions officieuses et confidentielles, et ces propositions ont reçu, plus tard, des améliorations.

Un projet d'arrangement pour le territoire n'avait pu encore être produit officiellement par nous, parce qu'il devait se trouver en rapport avec le chiffre de la quote-part de la dette à supporter par la Belgique. L'appui moral d'une ou de plusieurs cours, les sympathies nationales invoquées dans votre adresse pouvaient exercer une influence utile. Un vœu si légitime, appuyé d'offres généreuses de transaction, semblait pouvoir être écouté.

Veillez vous rappeler que le premier acte officiel de la conférence ne date que du 6 décembre, et qu'il n'a reçu son complément que le 22 janvier.

Des mouvemens de troupes à l'étranger et des menaces dirigées contre le *statu quo* garanti par la convention du 21 mai, ont exigé, de notre part, des mesures de précaution. De là des armemens qui ont pris un développement successif pendant les deux derniers mois.

Instruit par l'expérience fatale de 1831, le gouvernement belge pouvait-il ne pas agir ainsi? Si les intérêts du pays, si les obligations qu'il a à remplir

envers l'Europe, ne lui permettent pas de faire en ce moment, un appel à la bravoure de l'armée, celle-ci n'en recevra aucune atteinte morale. Il lui suffira d'avoir fourni un témoignage de son dévouement plein d'ardeur, réglé par une parfaite discipline.

Si le gouvernement, si les chambres ont été les fidèles interprètes de la nation, en se montrant prêts à faire de grands sacrifices en faveur du Limbourg et du Luxembourg, nous devons aussi reconnaître que nous manquions à notre mission si, par un sentiment exagéré d'honneur national, nous nous engageons obstinément, et avec une témérité pleine d'imprévoyance, dans des voies aussi dangereuses, tant pour les populations auxquelles nous voudrions porter aide, que pour la nationalité, que notre premier devoir est de préserver de tout péril sérieux.

Nous pensons, Messieurs, avoir épuisé les considérations qui se rapportent le plus particulièrement aux questions territoriales. Si nous les avons longuement développées, vous reconnaîtrez dans cette circonstance même la vivacité et la persévérance des efforts que nous avons faits, pendant cette longue et difficile négociation, pour défendre des intérêts que nous regardions comme si précieux. Il nous reste maintenant à appeler votre attention sur d'autres parties du traité, et à vous exposer succinctement les avantages considérables, quoique encore incomplets, que nous avons obtenus par la négociation de 1838, avantages qui ne sont point sans rapport avec la marche suivie en ce qui concerne la question territoriale. En effet, il est permis de supposer, Messieurs, que la conférence a compris jusqu'à quel point les décisions qu'elle voulait maintenir sur cette question blessaient le sentiment national, et qu'elle a été, dès-lors, plus disposée à accueillir nos réclamations sur d'autres objets.

La remise des arrérages de la dette est due exclusivement à la dernière négociation, ainsi que je l'ai annoncé dans mon précédent rapport : quelques faits démontreront l'exactitude de cette assertion.

Dans son thème, proposé le 30 septembre 1832, lord Palmerston, de l'aveu du gouvernement belge, se bornait à demander que les avances faites par la Hollande, du 1^{er} novembre 1830 au 1^{er} juillet 1832, ne fussent remboursées par la Belgique qu'après la liquidation du syndicat. C'était un simple terme de paiement ou une demande qui ne renfermait que le principe d'une remise indirecte des arrérages, pour le cas où le gouvernement néerlandais éluderait cette liquidation.

Dans la négociation de 1833, nos plénipotentiaires, tout en insistant sur le droit et l'équité de la défalcation des arrérages, présentèrent la rédaction suivante :

« Les plénipotentiaires belges proposent que la liquidation du syndicat
« d'amortissement aura lieu en même temps que les deux parties régleront
« ce qui concerne le remboursement des avances faites par la Hollande pour
« le service de la dette. »

La conférence prétendait qu'elle n'était point liée par la déclaration qu'elle avait faite, en 1832, aux plénipotentiaires hollandais : « Que ce serait à bon
« droit que la Belgique refuserait de payer, à partir du 31 janvier 1832, les
« arrérages de sa quote-part de la dette, forcée qu'elle serait à en employer
« le montant à la défense légitime de son territoire. » Elle soutenait que les

autres moyens coercitifs, employé, depuis contre la Hollande, avaient été substitués à celui qu'elle avait eu en vue par cette déclaration.

La prétention toute légitime que nous avons soutenue, durant la présente négociation, n'a été accueillie, dans son intégrité, qu'après de longues instances, appuyées de documents qui constataient la réalité des dépenses forcées auxquelles nous avons été exposés.

La réduction de la rente de 8,400,000 florins au chiffre de 5,000,000 est un avantage non moins important. Il est également le fruit des efforts du gouvernement.

Vous aurez remarqué, Messieurs, que dans les négociations antérieures, il ne fut point question de la révision de la dette. Les circonstances n'auraient sans doute point permis de la faire accueillir.

La justice de cette révision a été démontrée à l'aide de pièces authentiques que le gouvernement s'est procurées, dont plusieurs n'ont pu être obtenues qu'avec beaucoup de difficulté, et qu'il a mises sous les yeux de la conférence.

En admettant le principe d'une transaction, le gouvernement a dû abandonner la liquidation du syndicat. Pour apprécier cette condition à sa juste valeur, il ne faut point perdre de vue qu'il résulte des documents annexés au protocole n° 53, que la cour de La Haye s'était refusée, dès le principe, à admettre cette liquidation, à moins que la Belgique ne consentît à supporter sa part du passif à résulter éventuellement de l'opération, et que le même cabinet voulait fixer la date de la liquidation au 1^{er} novembre 1830, ainsi que le proposaient encore récemment les plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse. La Hollande entendait faire peser sur la communauté les opérations onéreuses du mois d'octobre 1830. Il résulte du récit secret qu'en 1833 cette puissance n'était encore arrivée qu'à concéder, pour tenir lieu de la liquidation, la remise d'une somme de 2,000,000 florins sur les arrérages de la rente de 8,400,000 florins.

La liquidation du syndicat aurait donné lieu à d'autres contestations. Mon rapport et les pièces qui y sont annexées, les indiquent suffisamment, et établissent, en outre, la difficulté qu'aurait présentée le mode à suivre pour y mettre un terme, en cas de désaccord entre les parties.

Si l'on se reporte aux négociations précédentes, l'on verra que la préoccupation du gouvernement belge était que se trouvant obligé, aux termes du traité du 15 novembre, de payer la rente de fl. 8,400,000 avant la liquidation du syndicat, il devait s'attendre à des lenteurs et à des difficultés, qui ne lui laissaient guère l'espoir d'un résultat avantageux. C'est dans cette pensée que lord Palmerston, par son thème du 30 septembre 1832, et que nos plénipotentiaires, par la note qu'ils ont remise en 1833, proposèrent de suspendre le remboursement de tout ou partie des arrérages, jusqu'à ce que cette liquidation fût effectuée. La libération indirecte des arrérages échus en 1833 était donc, à cette époque, le *maximum* des espérances du gouvernement, comme prix de la renonciation à la liquidation du syndicat.

Durant la dernière négociation, nous avons soutenu que, dans l'état actuel des choses, il serait conforme à la justice et à la prudence de régler, avant tout (à la suite d'une discussion approfondie tant sur le syndicat que sur les portions de dettes que nous considérons comme induement portées à notre passif), le chiffre réel de notre quote-part, et de suspendre, jusque-là, l'examen des autres parties du traité.

C'est en présence de cette prétention et des prétentions contraires, qu'après un examen officieux des documens fournis de part et d'autre, la conférence en est venue à nous proposer, à la fin d'octobre, un chiffre transactionnel de 5,400,000 fl., chiffre qu'elle a réduit, plus tard, à 5,000,000; tandis que, de notre côté, nous avons fini par présenter celui de 4,000,000, y compris la somme de 600,000 fl. pour les avantages commerciaux.

Nous devons reconnaître que la conférence a senti l'injustice et les difficultés d'exécution qu'offrait sur ce point, au préjudice de la Belgique, le traité du 15 novembre. Toutefois, il lui reste encore un redressement essentiel à opérer.

Si nous avons présenté la réduction de la dette que nous venons de signaler comme constituant un avantage remporté par la négociation, ce n'est point qu'elle soit à nos yeux un bénéfice acquis par la Belgique au détriment de la Hollande; cette réduction de 3,400,000 fl. n'est que la réparation, encore incomplète, du dommage que la Belgique aurait éprouvé par suite du traité de 1831.

Le gouvernement aurait désiré voir écarter la fixation d'un péage sur l'Escaut, mais c'était là un résultat impossible à obtenir. L'art. 9 du traité du 15 novembre a toujours été envisagé par la conférence comme ne pouvant laisser subsister aucun doute à cet égard; en effet, le dernier paragraphe de l'article 9, en attendant le règlement définitif à intervenir, rend provisoirement applicable à l'Escaut le tarif de Mayence : application provisoire qui évidemment consacre, comme base du règlement définitif, le principe du péage. La conférence, pour prévenir de graves difficultés, a pensé qu'elle devait, elle-même, autant que possible, insérer ce règlement définitif dans le traité, et ne pas laisser consacrer, de fait, le précédent d'une application provisoire. Il est à remarquer que le tarif de Mayence eût frappé le fleuve d'un droit excédant 4 florins; droit tellement exorbitant qu'il équivalait à la fermeture de l'Escaut. C'est pour ces motifs que lord Palmerston, d'accord avec le gouvernement belge, arrêta son thème du 30 novembre 1832.

Dans la négociation de 1833, nos plénipotentiaires firent connaître confidentiellement à lord Palmerston, qui cherchait à rapprocher les parties, que le gouvernement était disposé à consentir au droit d'un florin 50 cents; mais les plénipotentiaires néerlandais n'étaient descendus, dans leurs propositions finales, qu'au chiffre de 1 florin 75 c^s.; ils formaient en même temps plusieurs prétentions défavorables à la Belgique. Nous devons remarquer ici que le péage est aujourd'hui généralement appliqué aux fleuves et rivières, et n'est point tenu pour une dérogation au principe de la libre navigation (1). Toutefois, Messieurs, nous pensons qu'il serait dans l'intérêt bien entendu, non-seulement des parties contractantes, mais encore du commerce de toutes les nations, que, par suite d'un arrangement, ce péage fût acquitté globalement et non perçu sur chaque navire. C'est un objet que le gouvernement n'a jamais perdu de vue; une ouverture a déjà été faite formellement dans ce sens, mais elle n'a pu amener de résultat, la majorité des membres de la conférence ayant subitement résolu, dès le 6 décembre, de fermer la négociation; mais les dispositions de l'art. 9, tel qu'il est formulé maintenant, ne renferment rien

(1) Le droit de péage est si peu exclusif du principe de liberté de navigation sur les fleuves, que ce droit et ce principe sont admis simultanément même par plusieurs des états représentés à la conférence de Londres.

qui soit exclusif d'un paragraphe additionnel tel que celui que nous venons d'indiquer. Rien donc ne s'opposerait à ce que le gouvernement, dès qu'il sera muni de l'autorisation de conclure le traité, ne renouvelle la proposition du rachat du péage par le paiement direct d'une rente à la Hollande. Cette proposition, renouvelée alors, nous paraît de nature à être accueillie avec faveur. Si cependant il en était autrement, il resterait au gouvernement d'aviser aux moyens de parer au préjudice que l'application du péage causerait à la navigation, et sans doute les chambres, appréciant comme elle doit l'être cette grave question, prêteraient leur concours pour l'adoption des mesures nécessaires.

Quant aux autres points réglés par l'article 9, il suffira de comparer les textes des deux traités pour s'apercevoir que le dernier renferme plusieurs changemens utiles dans sa rédaction.

La réduction d'armemens que permettra la paix, l'extension que cette paix assurera à nos relations commerciales, la cessation des difficultés auxquelles le *statu quo* a souvent laissé ouverture, sont des avantages qui compenseront largement, pour le pays, la charge à résulter du paiement de la dette et du péage sur l'Escaut. Nous pouvons donc dire que la condition véritablement dure et onéreuse de la paix, c'est l'abandon d'une partie du Limbourg et du Luxembourg; mais cet abandon, nous devons le reconnaître, est inévitable, parce que les nations, pas plus que les individus, ne sont tenues à l'impossible. De même que la révolution de 1830 s'est arrêtée devant les forteresses de Maestricht et de Luxembourg, il ne nous a pas été donné de détruire les actes diplomatiques concernant le territoire qui les environne, ni de prévenir le concert des puissances pour en réclamer la possession. Tout ce que nous pouvons faire aujourd'hui, en faveur des habitans qui voudront rester associés aux destinées de la Belgique, nous le ferons avec empressement. Déjà une proposition vous est faite dans ce but.

C'est maintenant à vous, Messieurs, de prononcer sur le traité de paix que le gouvernement soumet à votre acceptation. Dans les délibérations qui vont s'ouvrir, vous n'aurez en vue que le bien général; vous saurez concilier la maturité de l'examen avec les exigences pressantes de tant d'intérêts qui sollicitent une décision de la question grave dont le pays est vivement préoccupé.

Je vais avoir l'honneur de vous donner lecture des deux projets de loi soumis à votre examen.

*Le ministre des affaires étrangères
et de l'intérieur,*

Chevalier DE THEUX DE MEYLANDT.

Bruxelles, le 19 février 1839.

PROJETS DE LOI.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A tous présens et à venir, salut.

De l'avis de notre conseil des ministres,

Nous avons chargé notre ministre des affaires étrangères et de l'intérieur de présenter aux chambres, en notre nom, le projet de loi dont la teneur suit :

Considérant que, par leurs actes, en date du 23 janvier 1839, les plénipotentiaires des cinq puissances réunis en conférence à Londres, ont soumis à l'acceptation de la Belgique et de la Hollande les bases de séparation entre les deux pays ;

Vu l'art. 68 de la constitution ;

Revu la loi du 7 septembre 1831,

Nous avons, de commun accord avec les chambres, décrété et nous ordonnons ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le Roi est autorisé à conclure et à signer les traités qui règlent la séparation entre la Belgique et la Hollande, sous telles clauses, conditions et réserves que S. M. pourra juger nécessaires ou utiles dans l'intérêt du pays.

Bruxelles, le 16 février 1839.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le ministre des affaires étrangères et de
l'intérieur,

DE THEUX.

Le ministre de la guerre,

WILLMAR.

Le ministre des travaux publics,

NOTHOMB.

(13)

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A tous présens et à venir, salut.

De l'avis de notre conseil des ministres,

Nous avons chargé notre ministre des affaires étrangères et de l'intérieur de présenter aux chambres, en notre nom, le projet de loi dont la teneur suit :

Vu le § 1 de l'art. 4 de la constitution portant :
« La qualité de Belge s'acquiert, se conserve et se perd d'après les règles déterminées par la loi civile. »

Nous avons, de commun accord avec les chambres, décrété et nous ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les habitans des parties du Limbourg et du Luxembourg détachées par suite du traité entre la Belgique et les cinq puissances, et entre la Belgique et la Hollande, qui jouissent de la qualité de Belge, peuvent conserver cette qualité, à la condition de déclarer que leur intention est de jouir du bénéfice de la présente disposition, et de produire en même temps un certificat de l'administration communale compétente portant qu'ils ont transféré leur domicile dans le territoire qui constitue définitivement le royaume de Belgique.

Cette déclaration devra être faite dans les six mois, à compter du jour de l'échange des ratifications des traités prémentionnés, s'ils sont majeurs, et dans l'année qui suivra leur majorité, s'ils sont mineurs.

La déclaration et la remise de certificat auront lieu devant la députation du conseil provincial de laquelle ressortit le lieu où ils ont transféré leur domicile.

La déclaration sera faite en personne ou par un mandataire porteur d'une procuration spéciale et authentique.

Art. 2. Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et administratif, qui auront usé du bénéfice de la disposition précédente, jouiront de deux tiers de leur traitement actuel, aussi longtemps qu'ils n'auront pas obtenu un autre emploi.

Mandons et ordonnons, etc.

Bruxelles, le 16 février 1839.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le ministre des affaires étrangères
et de l'intérieur,
DE THEUX.

Le ministre de la guerre,
WILLMAR.

Le ministre des travaux publics,
NOTHOMB.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

Annexées au rapport fait par M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE L'INTÉRIEUR dans la séance du 19 février 1859.

ANNEXE A.

Note adressée à la conférence par le plénipotentiaire belge, le 4 février 1859.

A Leurs Excellences MM. les plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie.

Le soussigné, plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges, s'est empressé de porter à la connaissance de son gouvernement les diverses pièces que MM. les plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, lui ont fait l'honneur de lui transmettre sous la date du 23 janvier. Il a reçu l'ordre de communiquer à LL. EE. la déclaration suivante :

Le gouvernement de S. M. le Roi des Belges se félicite de pouvoir invoquer les principes que la conférence vient de poser dans la note adressée au soussigné, avec les projets de traité.

MM. les plénipotentiaires des cinq puissances annoncent qu'ils ont mûrement pesé les diverses réclamations élevées de la part de la Belgique contre la stricte application des dispositions du traité du 15 novembre 1831 ; qu'il a été reconnu qu'une partie de ces réclamations est, en effet, de nature à motiver des changemens dans les stipulations dudit traité, et que ces stipulations ont été modifiées sur tous les points où des considérations d'équité ont paru justifier un pareil procédé.

D'un autre côté, dans la note destinée à M. le plénipotentiaire des Pays-Bas, et dont le soussigné a reçu copie, LL. EE. ont déclaré qu'un laps de sept années avait produit des changemens dans les positions respectives de la Belgique et de la Hollande, changemens auxquels la conférence était obligée d'avoir égard.

Si la *stricte application* des dispositions du traité de 1831 a été jugée inadmissible aujourd'hui par MM. les plénipotentiaires des cinq puissances ; si les considérations d'équité leur ont paru justifier des modifications ; si un laps de sept années a produit, à leurs yeux comme aux yeux de la Belgique, un nouvel état de choses dont il faut tenir compte, il est naturel d'étendre le bénéfice de cette appréciation à l'ensemble des stipulations essentielles. Cette conséquence nécessaire ne saurait échapper à la sagacité de LL. EE. Elles comprendront que les intérêts qui se rattachent aux questions financières ne sont pas les seuls qu'il importe de prendre en considération. Les retards apportés à l'exécution des vingt-quatre articles, retards qui ne sont point imputables à la Belgique, et qui, en resserrant les liens établis par une longue communauté de gouvernement, de souvenirs nationaux et de sympathies, ont laissé supposer aux habitans du Limbourg et du Luxembourg que ces liens étaient désormais indissolubles ; le vœu des populations, leurs sentimens les plus intimes, leurs besoins moraux les plus impérieux ; tous ces faits constituent, sans aucun doute, des intérêts dignes de la plus haute sollicitude et qui imposent au gouvernement de S. M. le Roi des Belges, envers ces populations, des devoirs particuliers qu'il lui est impossible de méconnaître.

C'est donc en s'appuyant sur les principes émis par MM. les plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, que le gouvernement de S. M. le Roi des Belges, toujours animé d'un véritable esprit de conciliation, a résolu de proposer un moyen qui faciliterait la solution que LL. EE. ont en vue, en donnant satisfaction suffisante à des intérêts qui ont fixé leur attention.

Il résulte de la réponse, en date du 23 janvier, de MM. les plénipotentiaires des cinq puissances à la note que le soussigné a eu l'honneur d'adresser à LL. EE., le 14, que les droits de la confédération germanique s'opposent à ce que l'on prenne en considération

la proposition de payer à S. M. le Roi des Pays-Bas une somme d'argent à titre de compensation pour certaines parties de territoire.

Comme cette considération paraît avoir été le seul, ou, du moins, le principal obstacle à l'admission de cette proposition, et qu'il est permis, dès-lors, de supposer que, dans une autre hypothèse, ce projet aurait paru acceptable, le gouvernement de S. M. le Roi des Belges fera observer que les droits de la diète peuvent être mis à l'abri de toute atteinte par une combinaison qui aurait pour résultat de placer en dehors de la neutralité garantie à la Belgique les territoires dont il s'agit, arrangement qui, sous les rapports militaires, séparerait ces territoires du reste du royaume, et qui autoriserait la formation d'un corps spécial et *local* de 2 à 3,000 hommes, destinés à fournir le contingent fédéral que la diète aurait sous son influence et à ses ordres. S. M. le Roi des Belges ne serait, toutefois, liée, sous aucun autre rapport, à la confédération germanique. Cet état mixte conserverait aux habitans les relations civiles qui existent pour eux depuis des siècles, et que les traités même de 1815 n'ont point fait cesser.

Le soussigné a l'honneur de prier LL. EE. les plénipotentiaires des cinq puissances d'agréer l'assurance de sa plus haute considération.

SYLVAIN VAN DE WEYER.

Londres, le 4 février 1839.

ANNEXE B.

Note adressée à la conférence par le plénipotentiaire néerlandais, le 4 février.

A Leurs Excellences MM. les plénipotentiaires des cours d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie.

Le soussigné, plénipotentiaire de S. M. le Roi des Pays-Bas a reçu et a transmis sans délai à son gouvernement la note accompagnée de six pièces, que Leurs Excellences MM. les plénipotentiaires des cours d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, réunis en conférence à Londres, lui ont fait l'honneur de lui adresser, sous la date du 23 janvier dernier, en réponse à celle du 14 mars 1838, par laquelle il leur annonça que l'ordre lui avait été envoyé de signer avec LL. EE. les vingt-quatre articles, à la signature desquels les plénipotentiaires du Roi furent invités par leur note du 15 octobre 1831.

Le Roi ayant pris connaissance des combinaisons que cette communication vient de lui présenter pour arriver à une solution de la question hollando-belge, a vivement déploré d'y rencontrer de nombreuses stipulations auxquelles S. M. était loin de s'attendre, et inconciliables, selon elle, avec ses droits et avec les antécédents de la négociation; mais, fort de sa conscience d'avoir suivi la voie des représentations et de la persévérance, aussi longtemps qu'elle lui était tracée par l'intérêt bien entendu de ses peuples, le Roi a dû se convaincre que leur bien-être ne lui permet point de lutter, sans espoir de succès, contre l'empire des circonstances.

En conséquence, le soussigné, d'après les instructions qui lui sont parvenues, a l'honneur de déclarer, par la présente note, qu'il est autorisé à signer le présent traité entre S. M. et les cinq puissances, et le traité avec la Belgique, annexés à la note ci-dessus mentionnée de LL. EE. du 23 janvier, et qu'il est prêt à procéder à la signature de ces actes.

Le soussigné saisit cette occasion pour renouveler à LL. EE. messieurs les plénipotentiaires des cours d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, l'assurance de sa haute considération:

DEBIL.

ANNEXE C.

Noté adressée par la conférence au plénipotentiaire belge, pour lui annoncer l'adhésion du cabinet de La Haye aux propositions du 23 janvier.

A son Exc. M. le plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges.

Les soussignés, plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, ont reçu aujourd'hui une note du plénipotentiaire de S. M. le Roi des Pays-Bas, dans laquelle ce plénipotentiaire déclare, d'après les instructions qui lui sont parvenues : « Qu'il est autorisé à signer le traité entre le Roi des Pays-Bas et les « cinq puissances, et le traité avec la Belgique, annexés à la note des plénipotentiaires « des cinq cours du 23 janvier, et qu'il est prêt à procéder à cette signature. »

Les soussignés s'empresent de porter cette déclaration à la connaissance de M. le plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges, en se référant à la teneur de la note qu'ils ont eu l'honneur de lui adresser le 23 janvier dernier, avec les projets des traités à conclure.

Ils prient en même temps S. E. M. le plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges, de recevoir les nouvelles assurances de leur haute considération.

SEFFT,
H. SÉBASTIANI,
PALMERSTON,
BULOW,
POZZO DI BORGO.

Foreign-Office, le 4 février 1859

ANNEXE D.

Réponse de la conférence à la note du plénipotentiaire belge du 4 février.

A Son Excellence Monsieur le plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges.

Les soussignés, plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, ont pris connaissance de la note, en date de ce jour, que M. le plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges leur a fait l'honneur de leur adresser.

M. le plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges verra par la note que les soussignés lui adressent aujourd'hui, qu'à la réception de la pièce mentionnée, l'adhésion de S. M. le Roi des Pays-Bas aux propositions qui lui avaient été adressées par la conférence, avait mis les soussignés dans le cas de regarder la négociation comme étant parvenue à sa conclusion à l'égard de ce souverain. Ils ne sauraient en conséquence rentrer aujourd'hui en discussion sur aucune nouvelle proposition; et ils ne peuvent, en aucun cas, considérer comme admissible, d'après les vues de leurs cours, l'arrangement que M. le plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges vient de leur proposer par rapport à la question territoriale. Ils espèrent que le gouvernement belge, convaincu des principes de justice et d'équité sur lesquels reposent les projets de traité qui lui ont été transmis avec la note des soussignés du 23 janvier dernier, et de l'urgence d'une prompt conclusion de l'arrangement définitif entre la Belgique et le royaume des Pays-Bas, donnera son consentement auxdites propositions.

Les soussignés prient M. le plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges, de porter la présente note à la connaissance de son gouvernement.

Ils ont l'honneur de lui renouveler en même temps les assurances de leur haute considération.

SEFFT.
H. SEBASTIANI.
PALMERSTON.
BULOW.
POZZO DI BORGO.

Foreign-Office, le 4 février 1859.